Séance du Conseil d'Administration en date du 16 mai 2019

Délibération n°CA-2019-068

Ordre du jour :

1. Informations du président
2. Approbation du PV de CA du 25 avril 2019
3. Points à caractères stratégiques :
   3.1. Présentation du Compte financier 2018 et du rapport des Commissaires aux comptes
   3.2. Budget Rectificatif 1
   3.3. Evolution de la structuration régionale de l’ESR. Calendrier et point d’étape.
   3.4. Présentation de la politique de l’action sociale
4. Délibérations relatives au fonctionnement de l’université :
   4.1. Approbation d’attribution de subventions :
       4.1.1. De l’université de Lille à l’association sportive des étudiants de l’université de Lille
       4.1.2. De la Faculté des Sciences du Sport et de l’Education Physique à l’association sportive des étudiants de l’université de Lille
   4.2. Approbation des conventions :
       4.2.1. Convention relative à l’attribution d’une subvention FSDIE à l’association sportive des étudiants de l’université de Lille
   4.3. Points issus du Comité Technique du 25 avril et du 13 mai 2019 :
       4.3.1. Approbation des statuts de l’Institut Eric Weil
       4.3.2. Approbation des modalités d’évolution de la rémunération des enseignants associés à mi-temps
       4.3.3 Information sur le bilan de la phase d’expérimentation du télétravail
       4.3.4. Approbation de la généralisation du télétravail
   4.4. Approbation des subventions :
       4.4.1. Demande d’aide européenne FEDER dans le cadre du programme opérationnel 2014-2020 Région Nord – Pas de Calais/Axe 1 – Soutien au Hubhouse Université de Lille
   4.5. Points issus de la commission recherche du 25 avril 2019 :
       4.5.1. Subventions Région
5. Questions diverses
   5.1. Désignation des représentants usagers au Conseil documentaire
   5.3. Modification du bornage de l’année 2019-2020 au 30 septembre pour les licences professionnelles

Sous la présidence de Jean-Christophe CAMART, Président de l’Université de Lille

Étaient présents :

Collège A : COPIN Marie-Christine, NIEWIADOMSKI Christophe, POTTEAU Aymeric, BENOIT Martine, FARVAQUE Etienne, FONCEL Jérôme.

Collège B : GOUNON Stéphane, LANGFORD Chad, FRETEL Anne, TOULEMONDE Gilles, MEISS Marjorie, EL KHATTABI Jamal, BENCHIBOUN Moulay-Driss.

Collège BIATSS : LENS Anthony, MULLIER Virginie, DEGRENIER Karine, RODRIGUEZ Ludovic.

Collège étudiants : MAUCHAUSSEE Marion, MARGAT Elise, MERCIER Jarod.

Personnalités extérieures : LEBAS Nicolas, PRETE Cosimo.

Délibération n°CA-2019-068 publiée au Recueil des actes administratifs de l’Université de Lille
Étaient excusés (et procuration) :

<table>
<thead>
<tr>
<th>Collège A</th>
<th></th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>TISON Sophie</td>
<td>procuration à NIEWIADOMSKI Christophe</td>
</tr>
<tr>
<td>MELNYK Patricia</td>
<td>procuration à LANGFORD Chad</td>
</tr>
</tbody>
</table>

<table>
<thead>
<tr>
<th>Collège B</th>
<th></th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>GOUNON Stéphane</td>
<td>procuration à MEISS Marjorie (à partir de 17h57)</td>
</tr>
<tr>
<td>VIZIOLE Jacopo</td>
<td>procuration à LANGFORD Chad</td>
</tr>
<tr>
<td>TOULEMONDE Gilles</td>
<td>procuration à FARVAQUE Etienne (à partir de 17h55)</td>
</tr>
</tbody>
</table>

<table>
<thead>
<tr>
<th>Collège BIATSS</th>
<th></th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>LENS Anthony</td>
<td>procuration à FARVAQUE Etienne (à partir de 16h29)</td>
</tr>
<tr>
<td>MULLIER Virginie</td>
<td>procuration à DEGRENIER Karine (à partir de 16h29)</td>
</tr>
<tr>
<td>RUCKEBSCH Benoit</td>
<td>procuration à EL KHAATTABI Jamal</td>
</tr>
<tr>
<td>SANTRE Fabien</td>
<td>procuration à EL KHAATTABI Jamal</td>
</tr>
</tbody>
</table>

<table>
<thead>
<tr>
<th>Collège Étudiants</th>
<th></th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>MORTYR Marie</td>
<td>procuration à MAUCHAUSSEE Marion</td>
</tr>
<tr>
<td>MARGAT Elise</td>
<td>procuration à MAUCHAUSSEE Marion (à partir de 16h53)</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Personnalités extérieures :

<p>| | |</p>
<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th></th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>BOIRON Frédéric</td>
<td>procuration à POTTEAU Aymeric</td>
</tr>
<tr>
<td>DELVALLET Corinne</td>
<td>procuration à COPIN Marie-Christine</td>
</tr>
<tr>
<td>LEBAS Nicolas</td>
<td>procuration à CAMART Jean-Christophe (à partir de 16h10)</td>
</tr>
<tr>
<td>LEYS Annie</td>
<td>procuration à POTTEAU Aymeric</td>
</tr>
<tr>
<td>OULD ALI Samir</td>
<td>procuration à NIEWIADOMSKI Christophe</td>
</tr>
<tr>
<td>PRETE Cosimo</td>
<td>procuration à GOUNON Stéphane (à partir de 17h23, plus valable à 17h57)</td>
</tr>
<tr>
<td>SAMYN-PETIT Bénédicte</td>
<td>procuration à CAMART Jean-Christophe</td>
</tr>
<tr>
<td>SCOL Nathalie</td>
<td>procuration à COPIN Marie-Christine</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Étaient présents (à titre indicatif, invités ou membre de droit) :

Représentant de la rectrice : BERGEZ Jean-Louis
Agent comptable : LIARD Delphine
Commissaire aux comptes – cabinet DELOITTE : ALLIOUX Pierre-François
Commissaire aux comptes – cabinet DELOITTE : MORISSET Jean-Yves
Directeur des affaires financières : GUIDEZ Vincent

Equipe présidentielle - Bureau :
Premier Vice-président : POSTEL Nicolas
Vice-président stratégie et prospective : BORDET Régis
Vice-présidente ressources : DAL Georgette
Vice-présidente formation : FRANJIE Lynne

Equipe présidentielle - Comité de direction :
Vice-présidente activités physiques et sportives : GARCIN Muriel
Vice-président relations territoriales : OUSSOUS Nour-Eddine
Vice-présidente communication : ROUX Laëtitia

Unité de formation et de recherche (UFR) – Instituts – Ecoles – Départements :
Institut Universitaire de Technologie C : BOUALI Fatma
UFR Mathématiques, Informatique, Management et Economie : CHOJNIcki Xavier
Faculté FBBC/MMD : DEREEPER Sébastien
Faculté des Sciences et Technologies : VUYSTEKER Christophe

Directeur général des services : ROBERT Pierre-Marie
Directrice générale des services adjointe : SAVINA Marie-Dominique

Directeur des affaires juridiques et institutionnelles : FURON Xavier
Chargée des affaires institutionnelles : MONNET Carole
Secrétaire de séance : JAFFEUX Anaïs

Délégation n°CA-2019-068 publiée au Recueil des actes administratifs de l’Université de Lille
2. Approbation du PV de CA du 25 avril 2019


Le Président de l’Université

Nombre de votants : 35
Pour : 35
Contre : 0
Abstention : 0

Délibération n°CA-2019-068 publiée au Recueil des actes administratifs de l’Université de Lille
Conseil d’administration
25 avril 2019

Procès-verbal

Ordre du jour

1. Avis sur le renouvellement du Bureau

2. Approbation des PV de CA du 7 février et 14 mars 2019

3. Informations du président

4. Point d’avancement du plan de retour à l’équilibre

5. Points à caractères stratégiques :
   5.1 Approbation de l’Accréditation des formations 2020-2024 de l’université de Lille
   5.2 Approbation du programme « Bienvenue en France » et la politique d’exonération des frais de scolarités différenciés à l’université
   5.3 Présentation de la politique Vie de campus
   5.4 Bilan des subventions d’aide aux projets présentés en commission FSDIE 2018

6. Délibérations relatives au fonctionnement de l’université :
   Accord sur le dépôt de candidature de Parc d’Innovation EurA Sciences auprès de la Région Hauts de France

6.1 Points issus du Comité Technique du 1er avril 2019 :
   6.1.1 Approbation de la modification de la liste des fonctions ouvrant droit à PCA – année universitaire 2017-2018
   6.1.2 Approbation de la liste des fonctions ouvrant droit à PCA – année universitaire 2018-2019
   6.1.3 Approbation de la transposition du référentiel des équivalences horaires en PRP ou PCA pour les personnels hospitalo-universitaire – année 2018-2019
   6.1.4 Approbation de la liste des Unités de recherche associées aux composantes de l’Université de Lille (art.44 des statuts).

6.2 Approbation de tarifications :
   6.2.1 Des prestations protocole de la Faculté de Pharmacie

6.3 Approbation des demandes de subventions :
   6.3.1 Association « BDE-FFBC » et « ADELI » de la Faculté FFBC-IMMD
   6.3.2 Association « ACEML – Hôpital des Nounours », « ACEML – Revue Médecine 2019 » de la Faculté de Médecine
   6.3.3 Association « Ulysse » du CIL Pôle DEFI

6.4 Points issus de la commission recherche du 28 mars 2019 :
   6.4.1 Subventions Région

6.5 Points issus de la commission de la formation et de la vie universitaire du 4 avril 2019 :
   6.5.1 Calendrier universitaire 2019-2020 des Campus Pont de bois et Cité scientifique

7. Questions diverses
   7.1. Désignation des représentants usagers au Conseil documentaire

Sous la présidence de Jean-Christophe CAMART, Président de l’Université de Lille

Étaient présents :

Collège A : COPIN Marie-Christine, NIEWIADOMSKI Christophe, TISON Sophie, BENOIT Martine (jusqu’à 17h30), FARVAQUE Etienne, MELNYK Patricia, FONCEL Jérôme (jusqu’à 18h20).
Collège B : GOUNIN Stéphane, LANGFORD Chad, MEISS Marjorie (jusqu'à 18h10), BENCHIBOUN Moulay-Driss.

Collège BIATSS : LENS Anthony (jusqu'à 18h10), SANTRE Fabien, RODRIGUEZ Ludovic (jusqu'à 18h49).

Collège étudiants : MAUCHAUSSEE Marion, MARGAT Elise (jusqu'à 17h), MERCIER Jarod, GULABKHAN Wasiim, PETIT Léo.

Personnalités extérieures : OULD ALI Samir

Etaient excusés (et procuration) :

Collège A :
- POTTEAU Aymeric
- BENoit Martine
- FONCEL Jérome

Collège B :
- VIZIOLI Jacopo
- FRETEL Anne
- TOULEMONDE Gilles
- MEISS Marjorie
- EL KHATTABI Jamel

Collège BIATSS :
- LENS Anthony
- MULLIER Virginie
- DEGRENIER Karine
- RODRIGUEZ Ludovic

Collège Étudiants :
- MARGAT Elise
- MORTY Marie

Personnalités extérieures :
- BOIRON Frédéric
- DELVALLET Corinne
- LEBAS Nicolas
- LEYS Annie
- PAILLOUS Françoise
- BRETE Cosimo
- SCOL Nathalie

Etaient présents (à titre consultatif, invités ou membres de droit) :

Représentant de la rectrice : BERGEZ Jean-Louis
Agent comptable : LIARD Delphine

Equipe présidentielle – Bureau
Premier Vice-président : CUNY Damien
Vice-présidente Formation : FRANIJE Lynne
Vice-président recherche : MONTAGNE Lionel
Vice-président relations internationales : SEYS François-Olivier

Equipe présidentielle – Comité de direction
Vice-président I-site : BORDET Régis
Vice-président transformation numérique : BOULET Pierre
Vice-président formation continue et alternance : COQUEMPOUT Vincent
Vice-président ressources humaines, politique sociale et amélioration continue : DAL Georgette
Vice-présidente orientation et insertion professionnelle : DELMER Sylvie
Vice-président stratégie et prospective : POSTEL Nicolas
Vice-présidente vie de campus et vie étudiante : ROUSSEAU Sandrine
Vice-présidente communication : ROUX Laëtitia
Vice-président patrimoine : TASTET Christophe
Vice-président étudiant : CLERGIER Augustin
Conseiller : GOSSET Didier

Unités de formation et de recherche (UFR) – Instituts – Ecoles – Départements
Institut Universitaire de Technologie C : BOUALI Fatma
Faculté de Pharmacie : DECAUDIN Bertrand (représenté par MELNYK Patricia)
Faculté de Chirurgie dentaire : DEVEAUX Etienne

Direction des Affaires Juridiques et Institutionnelles
Service Affaires Institutionnelles – Bureau gestion des instances et des élections
42 rue Paul Duzé - 59 000 LILLE
T. +33 (0)3 62 26 92 05 - T. +33 (0)3 62 26 92 08 - T. +33 (0)3 62 26 92 04
affaires-institutionnelles@univ-lille.fr / www.univ-lille.fr
La séance est ouverte à 14h30

Après vérification du quorum, Jean-Christophe CAMART, Président de l'Université de Lille, présente l'ordre du jour.

1. Avis sur le renouvellement du Bureau

Présentation :

Damien CUNY (Premier Vice-président) informe avec une certaine émotion, qu'il a demandé au Président de l'université de le décharger de ses fonctions de Premier Vice-président. Cette décision difficile est motivée par le poids de cette fonction mais se justifie aussi par des motifs personnels. Il précise qu'il continuera à être en charge du plan de retour à l'équilibre. Il explique être en total accord politique avec le président et partage ce qui sera présenté par la suite aux élus du conseil d'administration.

Le Président déclare avoir grandement apprécié de travailler avec Damien CUNY et avoir perçu que la charge de Premier Vice-président était redoutable. Il souhaite le remercier pour le travail accompli pendant la première phase de vie de l'Université de Lille qui fut compliquée. Un contrat de quatre ans doit être assumé et un nouveau souffle doit être donné en raison de la création de l'établissement cible attendue fin 2021. Pour nommer le prochain Premier Vice-président, le Président liste les qualités attendues pour cette fonction :
- Le Premier Vice-président doit être disponible et opérationnel rapidement, en raison du prochain dialogue de gestion qui approche.
- Le Premier Vice-président doit avoir une grande connaissance de la gouvernance universitaire, car cela ne s'improvise pas.
- Le Premier Vice-président doit également avoir une relation de confiance avec le Président pour pouvoir s'accorder sur une stratégie commune.

Le Président annonce avoir demandé à Nicolas POSTEL (actuel Vice-président stratégie et prospective) d'occuper la fonction de Premier Vice-président. Cette proposition est l'occasion de redimensionner le Bureau de l'équipe présidentielle inscrit dans les statuts de l'Université de Lille qui font état de quatre Vice-présidents de droit. Il rappelle que cet élargissement du Bureau est prévu par les statuts, et propose aux élus de l'élargir à deux nouveaux Vice-présidents qui sont Madame Georgette DAL (Vice-présidente ressources) et Monsieur Régis BORDET (Vice-président stratégie et prospective). Ce redimensionnement du Bureau permettra notamment de soulager la charge lourde qui pèse sur le Premier Vice-président. Il explique avoir à sa disposition, en plus du bureau statutaire, deux conseillers : Madame Johanne SAISON pour les affaires institutionnelles et juridiques et Monsieur Didier GOSSET pour le domaine de la santé.

Débat :

Jérôme FONCEL (SUniR) s'associe à cette émotion et explique que la démission de Monsieur CUNY suscite un choc car cela se passe un an après sa prise de fonction. Il s'interroge sur plusieurs points et notamment sur celui de la conformité de l'élargissement du Bureau aux statuts de l'établissement. Il souhaite également savoir si l'on a réellement donné à Damien CUNY les moyens lui permettant de mener à bien sa mission. En effet, sa fonction était au départ celle de Premier Vice-président en charge du pilotage, laquelle s'est élargie depuis septembre
(suite à la démission du Vice-président en charge du budget) au budget tout en continuant ses activités d'enseignant-chercheur (230 heures de cours). Par conséquent, Jérôme FONCEL demande au Président comment il a pu accepter de charger autant Damien CUNY et demande également à ce dernier comment il a pu accepter autant de missions en toute responsabilité.

Damien CUNY (Premier Vice-président) répond qu’à partir du mois de mai (présentation des comptes financiers), jusqu’au mois de décembre (présentation du budget), le Premier Vice-président et le Vice-président en charge du budget sont sollicités à 100%. La démission du Vice-président en charge du budget ayant eu lieu au mois de septembre, soit en plein milieu du dialogue de gestion, il était compliqué de trouver un remplaçant durant cette période. Quant à sa charge de cours, Damien CUNY explique que ses enseignements n’ont pas impacté sa fonction de Premier Vice-président.

Jérôme FONCEL (SUHR) ajoute qu’il y a un supérieur, le Président, qui valide les services et évalue si ses collaborateurs sont en mesure d’exercer correctement leur mission. Il demande donc au Président de communiquer aux élus les services prévisionnels des Vice-présidents.

Le Président accepte la demande de Jérôme FONCEL et explique qu’il n’a aucune autorité sur les enseignants-chercheurs pour leur imposer une quotité d’heures, et que la décharge d’enseignement n’est pas une obligation mais un droit.

Quant à la conformité aux statuts, le second alinéa de l’article 6 des statuts de l’Université de Lille dispose « Préalablement à l’élection du Bureau, le ou la président-e peut décider d’élargir la composition du bureau à un-e ou plusieurs vice-président-e-s fonctionnel-le-s chargé-e-s de le ou la seconder dans un secteur d’activités de l’Université défini pour chacun d’eux et chacune d’elles dans une lettre de mission faisant l’objet d’une publication ». Il termine ses propos en déclarant qu’il est difficile de retrouver ses fonctions d’enseignant-chercheur après avoir exercé des fonctions administratives durant quatre ans, c’est pour cela que le Président a décidé d’avoir un nombre de Vice-président plus important afin de permettre à chacun d’eux de pouvoir continuer leur fonction principale.

Moulay-Driss BENCHIBOUN (SUHR) souhaite revenir sur les statuts en expliquant qu’il y a deux choses différentes qui sont le vote pour le remplacement du Vice-président démissionnaire et le vote de la liste des membres du Bureau.

Xavier FURON (Directeur des affaires juridiques et institutionnelles) explique qu’il y a deux dispositions distinctes dans les statuts, l’une prévoyant le remplacement d’un Vice-président démissionnaire et, dans ce cas, l’élection se fait intuitu personae, l’autre organisant l’élection globale du Bureau. Dans ce dernier cas de figure, l’élection se déroule au scrutin de liste. Or, ici, le Président a bien décidé de reconformer globalement le Bureau.

Jérôme FONCEL (SUHR) évoque le second point concernant l’élection de Nicolas POSTEL en qualité de Premier Vice-président et émet quelques remarques quant à son expérience. En effet celui-ci a été Vice-président chargé des moyens (ressources humaines, finances et patrimoine) à l’Université de Lille 1 de 2012 à 2016 et Premier Vice-président en 2016. Le bilan de ce mandat n’est pas excellent, et s’est soldé par une dérive à plusieurs niveaux dont celui de la masse salariale. Il ajoute que si, en qualité de Vice-président chargé des moyens et ensuite celle de Premier Vice-président, il avait eu un désaccord sur la politique mise en œuvre, il lui revenait de démissionner.

Par conséquent, Jérôme FONCEL demande à Nicolas POSTEL ce qu’il ferait de différent s’il pouvait revenir en arrière.

Il évoque par la suite les propos du Président selon lesquels Nicolas POSTEL faisait preuve d’impartialité. Cependant un point a alerté lors du début de mandat, car effectivement dans sa fiche de mission il était mentionné que Nicolas POSTEL était chargé de missions avec le collectif SynergieS. Il demande donc à Nicolas POSTEL comment il exercera cette impartialité, nécessaire à sa fonction de Premier Vice-président.

Il explique que le Premier Vice-président est un stratège, de ce fait il souhaite connaître la vision stratégique et les priorités du futur Premier Vice-président.

Nicolas POSTEL (Vice-président stratégie et prospective) répond que pour lui, le collectif est important et qu’il est essentiel d’avoir un Bureau collectif et élargi. S’agissant des questions sur son passé de Vice-président chargé des moyens et de Premier Vice-président de Lille 1, il déclare être
fier de ce que c'est un fait et d'avoir participé à la fusion de l'Université de Lille. Il est également fier de l'action collective menée depuis un an et demi et du travail consensuel qui a été réalisé.

Le projet stratégique présenté en congrès a été repris afin de répondre aux diverses questions, concernant les deux grands objectifs de l'Université de Lille qui sont les suivants :
- Tenir son rôle d'université publique avec notamment la mission de l'insertion sociale
- Emmener les jeunes à l'excellence.

Le Président demande à l'ensemble des élus s'ils souhaitent procéder à un vote à bulletin secret.

Le vote à bulletin secret est sollicité par des élus du conseil.

Moulay-Driss BENCHIBOUN (SUmiR) souhaite comprendre l'objet du vote.

Le Président explique qu'il s'agit de voter sur le renouvellement du Bureau avec son élargissement à deux Vice-présidents.

Des désaccords ont lieu sur l'objet du vote, en effet des élus refusent de voter s'il leur est demandé de voter non pas sur la désignation du Premier Vice-président mais sur l'ensemble du Bureau car, ils considèrent que cela n'est pas conforme aux statuts.

Marie-Dominique SAVINA (Directrice générale des services adjointe) assure que l'ordre du jour annonce le vote sur le renouvellement du Bureau de l'équipe présidentielle.

Léo PETIT (Sud-solidaires & assos) demande confirmation qu'il leur est demandé de voter sur le renouvellement du Bureau de l'équipe présidentielle avec l'élargissement de celui-ci à deux vice-présidents supplémentaires. Il demande également s'il n'est pas préférable de procéder à deux votes qui sont la désignation du Premier Vice-président et le renouvellement du Bureau avec son élargissement.

Jérôme FONCEL (SUmiR) explique que le collectif refusera de voter et en tiendra informé le rectorat.

Le Président explique vouloir élargir le Bureau avec le souci de représentation de chacun des secteurs.

Le Président soumet le renouvellement du Bureau au vote du conseil.
(avis n°CA-2019-049)

Résultat des votes : à bulletin secret
Nombre de votants : 35
Pour : 24
Contre : 2
Abstention : 4
Refus de participation au vote : 5

2. Approbation des PV de CA du 7 février et 14 mars 2019

Présentation :

Marie-Dominique SAVINA (Directrice générale des services adjointe) énumère, pour le procès-verbal du 7 février, les modifications suivantes :
- Jérôme FONCEL souhaite remplacer son intervention page 10 de la façon suivante « Jérôme FONCEL (SUmiR) souhaite qu'un travail de communication soit établi auprès de l'équipe de direction, car il y a un déficit d'information sur les programmes de recherches, de valorisation et d'accompagnement de la MESHS. »
- Sophie TISON fait remarquer que l'intervention suivante « ajoute que logiparc paye pour sa journée interne et annuelle. Concernant les externes dont le budget n'est pas éclairé, ils ne payent pas alors que les externes internationaux avec de l'envergure vont payer. Il faut donc faire attention, car il y a un risque de détourner les conférences les plus prestigieuses de LILLIAD » n'est pas tenue par elle mais par Patricia MELNYK.
Le Président soumet le procès-verbal du CA du 7 février 2019 sous réserve des modifications demandées à l’approbation du conseil. (délibération n°CA-2019-050)

Résultat des votes : approbation à l’unanimité
Nombre de votants : 35

Marie-Dominique SAVINA (Directrice générale des services adjointe) liste les demandes de modifications, pour le procès-verbal du 14 mars 2019, suivantes :

- Moulay-Driss BENCHIBOUN souhaite remplacer son intervention page 7 de la manière suivante « remercie tout d’abord le président d’avoir mis, suite à la demande du collectif SUNIR le rapport de la Cour des Comptes à l’ordre du jour de ce conseil, et d’avoir répondu aux recommandations du rapport. Il remercie également les autres listes du conseil de s’être jointes à cette demande. Il explique que ce rapport est complémentaire de celui des inspecteurs (IGAENR) et apporte des points essentiels qui posent de nombreuses questions : Il fait état d’une fusion mal préparée, faite dans l’urgence avec des problèmes d’incompétences, de négligence, d’individualisme, d’organisation et d’opportunité des 3 établissements. Une fusion motivée par la recherche du label d’excellence, qui n’a finalement été obtenue qu’à la 4ème tentative sous forme de l’ISITE, qu’il va falloir maintenant conserver. Ce rapport évoque également une direction pléthorique dotée de 29 VP dont 5 en charge de la recherche ce qui peut poser des problèmes de gouvernance et d’efficacité. Le rapport souligne les difficultés de l’université en matière financières et RH qui proviennent en grande partie de la dérive de la situation de l’ex Lille1 entre 2011 et 2017.


Moulay-Driss BENCHIBOUN (SUNIR) demande au président d’expliquer et de justifier cette situation de l’ex-Lille1 qui n’a pas cessé de se dégrader et qui provoque aujourd’hui une grande partie des difficultés de notre université.

La mise en place des groupes de travail pour le redressement est une bonne chose, il retient tout de même les termes de « fusion mal préparée » employés par la Cour des comptes, malgré les quatre années consacrées par l’université à cette préparation. Il précise qu’il nous faut retenir la leçon de cette aventure pour mieux préparer la fusion des composantes engagée aujourd’hui, dans le cadre de la structuration de l’université. Il souhaite construire ces fusions par adhésion et à la recherche de la plus-value et non à marche forcée qui n’aura pour objectif que de conserver l’ISITE ».

- Ludovic RODRIGUEZ souhaite compléter ses propos page 9 en ajoutant « Ces indicateurs pourraient démontrer que nous disposons trop de surfaces pour certaines activités mais qu’il en manque d’en d’autres activités. Il n’est pas toujours possible de modifier des salles de travaux dirigés en salle de travaux pratiques réclamant des installations techniques comme des plafonds à 5m de hauteur avec des réseaux de gaz spéciaux. L’état doit le prendre en compte. »

- Gilles TOULEMONDE souhaite apporter plusieurs modifications. Page 6, il souhaite que son intervention soit remplacée par « Gilles TOULEMONDE (SynergieS) ajoute que les personnels de l’Université de Lille jouant au tennis, ont gagné le championnat des Hauts de France de troisième division. Il souhaite également faire un comparatif avec Sciences Po où toutes les conférences sont publiées dans les médias, et demande à ce que l’Université de Lille puisse également faire connaître les événements qui s’y produisent ». Page 16 ses propos doivent être remplacés par « Gilles TOULEMONDE (SynergieS) déclare que les tarifs de formation continue de la Faculté des sciences juridiques, politiques et sociales ont attiré son attention, car cela entraîne pour ces formations (licence et master) une forte hausse de leur coût. Il
explique avoir compris lors d’un précédent conseil d’administration, qu’il y aurait un plafond d’heures par formation. Il demande donc si cette solution ne pourrait pas être en réflexion, car l’affichage du coût de formation ne peut entraîner un désintérêt du public ». Page 18, l’intervention doit être remplacée par « Gilles TOULEMONDE (Synergies) s’interroge sur le fait que la capacité en droit ne soit pas mentionnée dans le plan ». Pour terminer les propos tenus page 19 doivent être retranscrits ainsi « Gilles TOULEMONDE (Synergies) exprime son mécontentement car il y a des dépenses qui demandent à être validées alors qu’elles ont déjà été prises. De plus, les composantes ont peu été consultées pour faire remonter leurs projets afin d’aider à améliorer la vie des étudiants ».

(délivrance n°CA-2019-051)

Résultat des votes : approbation à l’unanimité
Nombre de votants : 35

3. Informations du président

Le Président annonce qu’il est autorisé, depuis quelques jours, à diffuser les rapports de la Cour des comptes des anciennes Universités de Lille. Toutefois cette diffusion doit être restreinte, par conséquent une version papier sera distribuée seulement aux élus du conseil d’administration. Quant aux élus des autres conseils, ils pourront les consulter auprès de la Direction Générale des Services.

L’extinction de la ComUE se précise, mais une date n’est toujours pas fixée car cela reste compliqué en raison de l’intégration de l’Espé au sein de la ComUE. Une Assemblée Générale s’est tenue le lundi 1er avril avec l’ensemble des personnels de la ComUE qui sont inquiets pour leur avenir. Des groupes de travail seront installés et animés notamment par Nour-Eddine OUSSOUS (Vice-président relations territoriales) et Pierre-Marie ROBERT (Directeur général des services).

Le Président informe que l’Université de Lille a obtenu un poste supplémentaire, avec sa masse salariale de la DGESIP de l’Etat, de professeur agrégé du supérieur en sciences politiques. Il explique que l’université a recruté une nouvelle directrice des affaires financières, Sophie BLANQUART, qui rejoindra l’établissement le 14 juin, suite au départ de Vincent GUIDEZ amené à occuper d’autres fonctions. Il énonce également que Jérôme FONCEL a démissionné de ses fonctions de directeur de l’Unité de Formation et de Recherche de Mathématiques, Informatique, Management et Economie (UFR MIME) et est remplacé par Xavier CHOJNICKI. Il en va de même pour l’Unité de Formation et de Recherche Développement social, Education, Culture, Communication, Information, Documentation (UFR DECCID) où Julie DEVILLE est remplacée par Stéphane BENASSI.

Il ajoute qu’une formation, notamment sur les aspects financiers, des élus du conseil d’administration va être programmée.

Marie-Dominique SAVINA (Directrice générale des services adjointes) précise que cette formation est animée par l’agent comptable et le directeur général des affaires financières de l’université de Bordeaux. Les élus peuvent transmettre des demandes particulières, pour permettre un contenu de formation qui soit le plus proche de leurs attentes.

Le Président déclare que la convention passée avec la Métropole Européenne de Lille sera signée le lendemain (26 avril) à LILLIAD. Il ajoute que l’université s’est dotée d’un nouvel outil de communication et qu’il s’agit d’une revue qui sera diffusée deux fois par an. Il souhaite adresser ses félicitations pour la conception de cette revue, faite exclusivement au niveau interne de l’université. Il souhaite la bienvenue à deux nouveaux représentants des usagers qui sont Elise MARGAT et Jarod MÉRICOIR.

Etienne FARVAQUE (Synergies) demande des informations quant à la diffusion de cette revue.

Laëtitia ROUX (Vice-présidente communication) explique que le choix s’est porté sur une communication principalement destinée à des partenaires (collectivités, entreprises), dont la diffusion se fera par un tirage papier. Il est également prévu une diffusion sur les réseaux sociaux, sur le site internet de l’université et par mailing avec une attention particulière au coût et au développement durable.
Moulay-Driss BENCHIBOUN (SUniR) revient sur les postes en mouvement et évoque le poste de chef de cabinet du président qui est actuellement en mouvement.

Le Président explique que Clément CHAMPION souhaitait quitter ses fonctions dans le but de se rapprocher de la recherche et une procédure de recrutement est lancée.

Patricia MELNYK (Synergies) souhaite intervenir pour dire, à titre personnel, au représentant de l'UNEF, avoir été choquée quant à la publication faite au sujet de l'incendie de la cathédrale Notre Dame de Paris par une élue de l'UNEF.

Jarod MERCIER (UNEF) trouve cette intervention déplacée et explique que le syndicat a répondu. Cette action était personnelle mais trouve plus grave le fait que la personne concernée ait été menacée de mort et de viol après cette intervention.

4. Point d'avancement du plan de retour à l'équilibre

Damien CUNY (Premier Vice-président) explique que le plan de retour à l'équilibre est étudié par six groupes de travail (représentant 130 membres) séparés en deux thèmes :
- Limiter les dépenses en maîtrisant la masse salariale, les dépenses de fonctionnement et d'investissement ainsi que celle du coût de l'offre de formation
- Augmenter les recettes notamment par le biais des contrats de recherche, la formation continue, l'alternance et l'apprentissage.

Les propositions du plan de retour à l'équilibre sont actuellement à la phase 2, qui correspond à la finalisation de certains travaux pour le dialogue de gestion 2019. Il ajoute qu'une réunion collective pour la restitution de l'ensemble des travaux aura lieu à la fin de l'année universitaire (soit juillet).

Les objectifs et les éléments de réflexion des groupes de travail sont les suivants :
- Le groupe 1 « Coordonner et maîtriser la masse salariale », coordonné par Georgette DAL (Vice-présidente ressources humaines, politique sociale et amélioration continue), a pour objectif de caractériser la masse salariale avec l'ensemble des éléments qui la déterminent afin de la ramener sur les charges décaissables au taux de 83% contre 85% (soit environ 9 millions d'euros) et permettre ainsi d'éviter une campagne d'emplois dégradée comme celle que l'université a pu connaître cette année.
- Le groupe 2 « Augmenter nos marges de manœuvre par une politique rigoureuse de maîtrise des dépenses liées aux investissements et au fonctionnement », coordonné par Damien CUNY (Premier Vice-président), est divisé en quatre ateliers qui sont la réduction des dépenses de fonctionnement, la réduction des dépenses de fonctionnement du patrimoine (les fluides pèsent environ 11 millions d'euros dans le budget de l'université), la maîtrise des dépenses d'investissement patrimoniales et la réduction des dépenses d'investissement. Les différents leviers identifiés vont notamment permettre de fixer et affiner les actions ainsi que les objectifs.
- Le groupe 3 « Rationnaliser et maîtriser l'offre de formation », coordonné par Lynne FRANJIE (Vice-présidente formation), se trouve dans une situation particulière car l'université est dans la transition de l'offre de formation pour la période universitaire 2020-2024. Les deux axes concernant les diplômes locaux et les diplômes nationaux proposent une offre de formation cohérente (en interne et en externe), et une offre soutenable avec notamment un développement des ressources propres ou par des formations composées de faibles effectifs et des disciplines rares. Le groupe de travail a relevé différents leviers concernant le nombre de formations ouvertes au sein de l'université en raison de la présence de formations fragiles ou redondantes et le coût des maquettes de formation avec la possibilité d'en mutualiser certaines. Concernant les diplômes d'établissement, une réflexion est mise en place quant au modèle économique et aux modalités de fonctionnement du Diplôme Universitaire (DU) dont l'habilitation est accordée pour une durée de trois ans. S'agissant des formations nationales, il convient de proposer une formation en partenariat avec d'autres établissements dans le but de rassembler un public ciblé ou d'internationaliser la formation. Pour l'accompagnement des équipes pédagogiques, il est nécessaire d'élaborer une analyse des formations par le biais d'une veille des métiers, de conseils de perfectionnement et d'orientation stratégique. Il convient également de réfléchir sur la rémunération des enseignants de formations à distance.
Le groupe 4 « Augmenter les ressources propres issues de la recherche », coordonné par Lionel MONTAGNE (Vice-président recherche), travaille sur les ressources issues des contrats de recherche et de la propriété intellectuelle, qui sont justifiées par la baisse de subventions de la part des partenaires institutionnels. Suite aux constatations, le groupe a élaboré des pistes dont celle d’augmenter les ressources propres sur les contrats de recherche en les accentuant auprès du monde socio-économique. Pour accroître le nombre de ces contrats, il est essentiel de rendre l’Université de Lille visible dans l’écosystème industriel, de la rendre attractive et de la valoriser selon les besoins des acteurs. L’augmentation des ressources propres basées sur ces contrats peut se faire par un accroissement du volume et de la marge des contrats ainsi que de rendre la gestion des contrats efficiente.

Le groupe 5 « Gagner de nouvelles parts de marché en formation continue et apprentissage », coordonné par Vincent COCQUEMPOT (Vice-président formation continue et alternance), élabore une réflexion autour du développement des ressources générées par la formation professionnelle et l’alternance. Son objectif est d’identifier les actions à court terme avec une vision sur le long terme, ce qui permet de soulever un certain nombre de leviers qui sont les suivants : caractériser et renforcer la qualité, valoriser et promouvoir la formation continue au sein de l’université. Il est nécessaire d’adapter la formation continue au public et aux besoins selon les marchés et d’identifier les secteurs en développement.

Le groupe 6 « Augmenter les ressources perçues : taxe d’apprentissage, dons, legs, mécénat et prestations », coordonné par Ghislain CORNILLON (Vice-président partenariats socio-économiques), a bénéficié d’un travail amorcé dans le cadre de Lilagora et par le fait que certaines des composantes ont déjà mis en place une stratégie de développement de leurs ressources propres. Les actions prioritaires de ce groupe sont de créer un séminaire d’acculturation et de formation au lobbying, ainsi que le développement d’une grande fondation dans le but de récolter des fonds. Ce groupe a également pour objectif de faire découvrir les pépites de l’université par des visites du patrimoine en louant ses espaces ou encore par le développement d’une formation continue haut de gamme comme le Doctorate of Business Administration (DBA) avec les entreprises. Le don d’un partenaire sans contrepartie n’étant plus d’actualité, il convient de travailler sur un projet avec celui-ci (système gagnant/gagnant).

**Débat :**

Jérôme FONCEL (SUnIR) regrette que le montant de 9 millions d’euros soit toujours utilisé alors qu’il n’est plus justifié aujourd’hui, en effet le taux prudentiel se calcule sur les recettes encaissables et non pas sur les charges décaissables. Il demande quelle est la justification pour ramener ce taux sur les charges décaissables de 85% à 83%.

Damien CUNY (Premier Vice-président) explique qu’il est possible de calculer la masse salariale selon deux façons.

Jérôme FONCEL (SUnIR) ajoute que ce sont deux ratios différents, le taux d’alerte de 83% est fondé sur les recettes encaissables et non pas sur les charges décaissables.

Damien CUNY (Premier Vice-président) étaye sur le fait qu’il est possible de calculer le taux de masse salariale sur les charges décaissables et le calcul sera le même que celui fait sur les recettes encaissables.

Jérôme FONCEL (SUnIR) fait remarquer que sur le budget initial (BI) de 2019, le taux est de 85,3% sur les charges décaissables et de 83,1% sur les recettes encaissables. Dans une logique de réduction de la masse salariale, si celle-ci est de 7 millions d’euros au lieu de 9 millions d’euros cela correspond à une dizaine de postes d’enseignants-chercheurs. Qu’il soit envisagé d’être en-dessous du seuil d’alerte fixé à 83% est acceptable, mais il est nécessaire de justifier la somme de 9 millions d’euros. Selon lui, il est incorrect d’expliquer ce montant en justifiant le souhait de diminuer la masse salariale au taux prudentiel, car le Ministère impose un taux de masse salariale de 83% sur les recettes encaissables. Il convient de repenser cette économie sur la masse salariale et réviser les objectifs si cela est nécessaire.
5. Points à caractères stratégiques

5.1. Approbation de l’Accréditation des formations 2020-2024 de l’université de Lille

Présentation :

Lynne FRANJIE (Vice-présidente formation) fait un rappel sur la méthode et les enjeux de l’accréditation. Depuis 2014, il ne s’agit plus d’une habilitation mais d’une accréditation de l’établissement sur une politique de formation afin de délivrer une liste de formations en licence, licence professionnelle et master ainsi que les études de santé. La liste de formations est présentée et remontée au Haut Conseil de l’Evaluation de la Recherche et de l’Enseignement Supérieur (HCERES) dans son ensemble, avec de ce fait la liste des Diplômes Universitaires de Technologie (DUT), diplômes d’ingénieurs, Diplômes d’Études Universitaires Scientifiques et Techniques (DEUST), diplômes universitaires et certificats universitaires. L’Université de Lille est donc bien évaluée sur l’ensemble de son offre de formation.

Elle explique que l’évaluation du HCERES se fait ex-post (5 ans après) alors que l’accréditation se fait sur la base d’un engagement, pour une durée de cinq ans, formalisée par des maquettes de formation. La Direction Générale de l’Enseignement Supérieur et de l’Insertion Professionnelle (DGESIP) sur avis du HCERES ne regarde pas le contenu de la formation (qui relève de l’autonomie de l’Université), mais la capacité de l’établissement à mettre en œuvre les différents cursus. Par conséquent ce qui relevait de compétences spécifiques de certaines formations dont l’autonomie pédagogique et scientifique ou encore l’adossement à la recherche (avant la nomenclature nationale), seront des compétences obligatoires pour toutes les formations universitaires. Le fil conducteur de cette accréditation est le respect des fiches Répertoire National des Certifications Professionnelles (RNCP) des formations dont la mention est devenue nationale.

Le dossier d’accréditation issu d’un travail effectué en étapes progressive reprend le rapport d’autoévaluation (RAE), la stratégie de formation de l’établissement présentée et validée lors d’un précédent conseil d’administration ainsi que le cadrage pédagogique. Il convenait en plus du travail d’élaboration des fiches mention par mention ou formation par formation, d’animer la réflexion de la carte de formation de l’établissement où une cohérence devait se faire notamment en droit, économie et gestion. Par conséquent un travail a eu lieu au sein et entre ces composantes. Sur certaines thématiques transversales, des groupes de travail ont été établis sur l’accréditation pour permettre que certains éléments du cadrage votés en Commission de la Formation et de la Vie Universitaire (CFVU) soient co-construits au sein de l’établissement. L’évaluation du HCERES a été reçue le 28 février dernier et il a été tenu compte des remarques pour l’accréditation.

Le processus d’élaboration de l’accréditation a été mis en place avec les composantes, et s’est développé en plusieurs étapes pour terminer avec un vote en conseil académique le 4 avril et un vote en conseil d’administration ce jour. Il convient de constater que le dialogue de formation n’a pas donné le même résultat avec l’ensemble des composantes. En effet certaines offres de formation ont été adaptées au cadrage de l’établissement tandis que d’autres se sont moins adaptées, ce qui a mené le conseil académique à arbitrer difficilement. Ce processus a débuté en mars 2017 et n’est pas clos car il convient désormais d’établir les maquettes de formation.

Lynne FRANJIE explique que ce projet d’accréditation a été construit, dans la continuité du projet 2015-2019, sous la forme d’axes transversaux correspondant aux attentes réglementaires pour permettre aux équipes pédagogiques de construire leur projet. Certains de ces textes ont évolué, ce qui nécessite un accompagnement des équipes pédagogiques pour une mise en conformité.

Les évaluations du HCERES concernant les formations ont soulévé sept points de recommandations pour l’ensemble des formations dans les quatre champs. Ces recommandations ne sont pas une découverte pour l’université. Elles ont été anticipées et prévues dans le cadrage en cours.

Les sept points de recommandations sont les suivants :
- Renforcer le lien recherche-formation par le biais d’un bon encadrement de la formation (y compris pour les licences professionnelles) par des enseignants-chercheurs.
- Adapter les formations au public de la Formation Tout au Long de la Vie (FVV). Ce chantier bien avancé permet de diviser les blocs de compétences pour les personnes en formation continue notamment.
- Renforcer la professionnalisation avec des liens de formations avec les milieux socio-économiques via des conventions cadre.

- Internationaliser des formations avec la mise en place de mesures qui encourageront la mobilité sortante (très faible aujourd’hui) et la mobilité entrante (inégalité entre les formations). L’internationalisation passe également par le développement des formations en langues étrangères qui doivent être développées.

- Améliorer la réussite des étudiants en premier cycle avec la mise en place de parcours adaptés, dès la première année de licence, dans les maquettes de formations. Cette réussite se fait aussi par la création de modules de mise à niveau pour les passerelles.

- Développer les pratiques pédagogiques diversifiées par une déclinaison des diplômes par compétence.

- Le dernier point de recommandation concerne le pilotage et la démarche de qualité des formations qui peut s’effectuer par l’articulation du pilotage au niveau de la mention et par le suivi des publics.

Lynne FRANJIE explique que le nombre de mentions reste globalement le même, néanmoins les formations ne sont pas forcément reconduites suite à la suppression des doublons par la fusion de ces formations ou par leur séparation via d’autres mentions. Si l’on peut noter la suppression de certaines mentions, on note que les formations connaissent une restructuration notamment en master. Au total treize formations ne sont pas reconduites, mais elles sont restructurées dans leur intitulé ou elles se retrouvent dans d’autres mentions.

Pour le domaine de la santé, il s’agit d’une reconduction des diplômes de formation générale, de formation approfondie ou encore les DES ou DESC revus en raison de la future réforme du troisième cycle de santé.

Des formations connaissent actuellement un changement d’intitulé, compte tenu de la nomenclature de 2014, laquelle rendait peu lisible ces formations. Il y a toutefois deux créations partielles en licence (Arts, Lettres, Langues, Sciences Humaines et Sociales et Sciences et Technologies), qui se traduisent par la transformation de l’existant, qui n’engagent pas de surcoût alors que cinq créations partielles en master entraînent un léger surcoût.

La grille d’évaluation des formations élaborée en fonction de la stratégie de l'établissement ainsi que la lisibilité et la soutenabilité de ces formations, autorise trois marges de manœuvre :

- Restructuration de l’existant
- Parcours entièrement ou partiellement en formation continue ou apprentissage
- Parcours adossé à la GS et potentiellement financé par le label I-site ou par le futur appel à projet SFRI

Il ne s’agit pas d’une offre de formation resserrée mais augmentée, c’est donc pour cela que toutes les mentions remontées par les composantes n’ont pu être acceptées. Les parcours de formations ne sont pas encore validés car ils doivent être discutés lors du prochain dialogue de gestion, et un nombre important de parcours sont encore proposés en supplément. Par conséquent un travail doit être fait quant à la soutenabilité du coût des formations, car l’équipe présidentielle ne peut pas engager l’établissement pendant quatre années sur une offre de formation qui n’est pas resserrée.

Elle souhaite insister sur les points de vigilance concernant la viabilité de l’offre de formation, car il lui semble important de rappeler que l’établissement ne peut pas faire renoncer les mentions au HCRES et ainsi s’engager sur les volumes horaires et les parcours avant la tenue du dialogue de gestion et les discussions avec les différentes composantes. L’engagement des parcours n’est pas donné tant que la viabilité de l’offre de formation n’est pas vérifiée excepté pour les disciplines rares.

Elle termine ses propos en déclarant qu’un bilan des points forts et des points faibles est en cours, notamment pour le pilotage dans les composantes de l’offre de formation, afin de mener la réflexion en terme de subsidarité sur l’offre de formation.
Débat :

Jérôme FONCEL (SUniR) remercie Lynne FRANJIE pour le travail effectué avec son équipe et les équipes pédagogiques des composantes, cependant le fichier envoyé aux élus est illisible. Il demande qu’un document Excel leur soit envoyé à l’avenir.

Lynne FRANJIE (Vice-présidente formation) répond que la transmission des documents en format PDF est une consigne des affaires institutionnelles.

Jérôme FONCEL (SUniR) souhaite poser une question concernant le secteur Droit, Economie et Gestion (DEG), car il lui semble qu’une coquille est présente dans la nomenclature de la mention « Economie d’entreprises et des marchés » présentée en remplacement de celle de management stratégique.

Lynne FRANJIE (Vice-présidente formation) explique qu’il y a deux formations qui sont les suivantes :

- Le master Comptabilité, Gestion, Audit Organisationnel (CGAO) séparé en deux mentions : CGAO et Economie des Entreprises et des Marchés dont celle-ci va intégrer le parcours Organisation, Gestion, Audit porté par la Faculté des Sciences Economiques et Sociales (FSES).
- La mention Management stratégique devient la mention Economie et management des entreprises.

Jérôme FONCEL (SUniR) énonce ne pas avoir été informé pour la mention Economie et management des entreprises.

Lynne FRANJIE (Vice-présidente formation) précise que le conseil académique n’a pas validé la mention Management Stratégique, par conséquent il y a eu un travail effectué pour proposer une nouvelle mention au conseil d’administration.

Jérôme FONCEL (SUniR) déclare que le master Management Stratégique est un master de gestion décrié par les collègues gestionnaires de l’Institut de l’Administration des Entreprises (IAE) qui ont forcé le changement de l’intitulé. Ce master, porté par la FSES, avait de bons résultats malgré un manque d’enseignants-chercheurs en gestion.

Lynne FRANJIE (Vice-présidente formation) ajoute que cette formation a certes de bons résultats mais elle est à la jonction de l’économie et de la gestion et n’appartient pas seulement à la gestion s’il est fait référence aux fiches RNCP. Jusqu’à aujourd’hui c’était l’établissement qui élaborait les fiches RNCP par parcours ou par mentions, dorénavant l’université est tenue par des fiches RNCP nationales. La fiche RNCP de management stratégique sera une fiche strictement reliée au management et à la gestion, par conséquent lors de l’accréditation elle ne répondra pas à la nature de la formation en économie et en gestion. La suggestion faite au conseil, en cohérence avec la politique de la FSES, est de proposer des formations qui allient l’économie et la gestion afin que cette formation puisse mettre en avant une fiche RNCP spécifique qu’elle aura élaborée. Il convenait d’alerter le CAC sur le fait que l’évolution de la fiche RNCP allait mettre en difficulté l’établissement, il a été proposé une offre en management resserrée sur la mention de management générique avec l’intégration du management stratégique et il n’était donc pas possible d’avoir une autre mention management stratégique. En conséquence il a été demandé à la composante de choisir l’intitulé qui lui convenait pour cette mention.

Jérôme FONCEL (SUniR) souhaite rebondir sur le master « Management des systèmes d’information » de la FSES, qui est un master de gestion avec une coloration en informatique. La critique faite pour le master « Master stratégique » sur le fait qu’il n’y avait pas d’enseignant-chercheur en gestion, peut se faire pour ce master car il n’y a pas d’enseignant-chercheur en informatique.

Lynne FRANJIE (Vice-présidente formation) explique que suite aux évaluations du HCERES, il y a deux cas de figure qui sont les suivants :

- Intitulé qui ne correspondait pas à la nature de la formation
- Vigilance interne à avoir sur la mise en cohérence de la formation
Léo PETIT (Sud-solidaires & assos) souhaite revenir sur le premier document expliquant l'accréditation des formations. Selon lui, l'université n'est pas vouée uniquement à la professionnalisation mais ce document en fait référence à de nombreuses reprises, ce qui peut laisser penser que la recherche est mise de côté alors que ce n'est pas l'objectif de l'université.

Concernant les formations en licences et masters qui sont abandonnées, il énonce ne pas comprendre le système et demande des précisions :
- Que se passe-t-il pour la formation « Gestion des organisations de l'économie, sociale et solidaire » ?
- Que se passe-t-il pour le parcours « Gestion et comptabilité des associations » ?
- Que se passe-t-il pour « Études sur le genre » ?
- Que se passe-t-il pour « Patrimoine et musées » ?

Lynne FRANJIE (Vice-présidente formation) répond à la première remarque sur la professionnalisation et explique qu'il s'agit d'une traduction des éléments réglementaires régissant les formations, dont ces dernières ont pour objectif de professionnaliser les étudiants en fonction de leur nature. Les formations en alternance sont très demandées par les étudiants, mais l'université ne délaissait pas la formation et la recherche.

En ce qui concerne les formations évoquées, il n'y a pas d'arrêt de formations en tant que tel mais une évolution de celles-ci. Lorsqu'il est indiqué que la mention n'est pas reconduite, il s'agit d'intégrer ce parcours dans une autre mention. Par exemple les licences professionnelles « Gestion des organisations de l'économie, sociale et solidaire » et « Gestion et comptabilité des associations » vont devenir des parcours en troisième année de licence. Pour ce qui est du parcours « Patrimoine et musées », celui-ci devient un parcours du master « Histoire de l'art ». Le parcours « Études sur le genre » est le seul à ne pas être reconduit, justifié par le fait que l'accréditation a été demandée en 2014, mais celui-ci n'a jamais été ouvert.

Marie-Christine COPIN (SynergieS) souhaite savoir au sujet de la simulation qui est assez développée en santé, s'il y a des échanges disciplinaires sur ces sujets et à quel niveau cela peut se faire.

Lynne FRANJIE (Vice-présidente formation) souligne que la spécificité de l'Université de Lille (suite à l'ancienne université Lille 2) sur le développement de l'enseignement par la simulation est très reconnue. Elle ajoute que le 26 avril est le dernier jour pour déposer des projets pour le prix PEPS et le projet Avant-garde a été déposé pour représenter l'université.

Des échanges ont eu lieu notamment autour des activités menées par la Direction de l'Innovation Pédagogique (DIP), et en particulier par le Centre d'Accompagnement des Pratiques Enseignantes (CAPE), à travers différents ateliers. La formation par simulation est présentée à l'ensemble des formations, donnant comme objectif pour l'université de transposer cette formation par simulation à d'autres disciplines.

Ludovic RODRIGUEZ (SUnIR) remarque que la mention n°20 et la mention n°49 n'apparaissent pas, il souhaite savoir si de ces mentions qui ont disparues.

Ensuite, lorsqu'il en est fait le bilan, il est remarqué qu'il y a huit créations et treize abandons de mentions. Il demande si cela est en lien avec la soutenabilité.

Lynne FRANJIE (Vice-présidente formation) explique pour la première remarque qu'il y a deux lignes de gestion en raison de la présence de deux licences de gestion (doublon). Les deux lignes de gestion ont été masquées pour permettre une meilleure compréhension du tableau, dont une base de données a été créée pour permettre d'extrait ces formations.

Quant à la deuxième remarque, Lynne FRANJIE précise qu'il y a l'abandon de treize intitulés de mentions mais pas de formation. Actuellement il n'y a que des créations avec quasiment aucun abandon de formation. Elle justifie le terme « abandon » car en l'absence d'une fiche pour cette mention, le HCERES considère qu'il s'agit d'un abandon.

Etienne FARVAQUE (SynergieS) sollicite la mise à disposition, pour l'ensemble des élus, du diaporama présenté lors de la séance du conseil. Il fait remarquer que toutes les composantes n'ont pas joué le jeu de la même manière, par conséquent il faudrait transmettre des éléments de cadrage en amont avant de démarrer le dialogue de gestion, car cela risque de rendre difficile le plan de redressement.
Lynne FRANJIE (Vice-présidente formation) assure qu’il est difficile pour les composantes de dire qu’elles n’ont pas eu à leur disposition des éléments de cadrage, car une stratégie de formation et un cadrage pédagogique technique et financier des formations ont été votés.

Jérôme FONCEL (SUniR) exprime le souhait d’avoir une explication sur le cadrage financier.

Lynne FRANJIE (Vice-présidente formation) précise que les enveloppes par formation ont été données, les seuils d’ouverture des formations ont été fournis ainsi que le volume horaire maximal en volume horaire et volume. Ces éléments de la première phase ont été mis à la disposition des composantes mais n’ont pas été systématiquement respectés.

Léo PETIT (Sud-solidaires & assos) émet le souhait que les diaporamas soient à la disposition des élus, avant leur présentation en séance.

Lynne FRANJIE (Vice-président formation) déclare ne pas être contre l’envoi des présentations, toutefois le sujet a évolué récemment dans le cadre de l’offre de formation.

**Le Président soumet l’Accréditation des formations 2020-2024 de l’Université de Lille à l’approbation du conseil.**
(délibération n°CA-2019-052)

**Résultat des votes : approbation**

**Nombre de votants : 35**

Pour : 33
Contrôle : 2
Abstention : 0

**5.2. Approbation du programme « Bienvenue en France » et la politique d’exonération des frais de scolarités différenciés à l’université**

**Présentation :**

François-Olivier SEYS (Vice-président relations internationales) informe que le décret d’application du programme « Bienvenue en France » est désormais publié. Il explique que l’université est obligée de définir une politique d’exonération afin de pouvoir exonérer tous les étudiants. Il convient de préciser les termes « d’exonération » et « d’exonération partielle » dont celle-ci revient à faire payer aux étudiants étrangers les frais d’inscription classiques (frais des étudiants européens) ou des frais de scolarité intermédiaires.

Le programme « Bienvenue en France » n’est pas seulement l’augmentation des frais d’inscription pour les étudiants non européens, il s’agit également de la nécessité de créer un guichet unique ainsi que de rétablir la politique internationale de l’université. L’Université de Lille s’est dotée d’une Commission des Relations Européennes et Internationales (COREI) qui pourra instruire ce dossier et de présenter des conclusions au conseil d’administration.

Les étudiants concernés sont ceux en formation initiale, non européen non résident et qui ne sont pas binationaux. Actuellement l’Université de Lille n’enregistre que la nationalité des étudiants (5 500 étudiants étrangers) et non pas la double nationalité, par conséquent le chiffre réel des étudiants concernés par la réforme n’est pas connu.

Sont toutefois exonérés de droit :
- Les doctorants
- Les étudiants de troisième cycle des études de santé
- Les étudiants en double diplôme lorsqu’il y a reciprocité d’exonération dans la convention avec l’université étrangère (sauf pour une convention signée avec une université américaine)
- Les étudiants en échange
- Les étudiants en formation continue

Les étudiants en formation à distance et en formation délocalisée ne sont pas concernés, car ils payent déjà des frais d’inscription différenciés. Il est donc nécessaire de les considérer comme des étudiants payants pour permettre de générer des exonérations supplémentaires à Lille, ce qui est accordé par le décret. Pour que cela soit possible, il conviendra de travailler sur les conventions déjà en place afin de considérer ces étudiants comme payants les frais d’inscription différenciés.
Le code de l'éducation et le décret autorisent un droit à exonération basé sur le mérite et le critère social. Le code de l'éducation autorise l'université à exonerer 10% de ses étudiants. Pour cette année, la commission d’exonération a permis à environ 800 étudiants non boursiers d’être exonérés de leur frais d’inscription.

Pour cette année universitaire (2018-2019), l’établissement compte environ 70 000 étudiants dont 42 000 ne sont ni doctorants ni boursiers, ni en formation continue. Il sera donc possible d’exonérer 4 200 étudiants français, européens ou non européens. Pour l’année universitaire 2019-2020, il faut continuer d’exonérer des étudiants français ou européens en gardant 1 000 exonérations pour la commission d’exonération. Il reste donc 3 200 exonérations possible pour les étudiants concernés par le programme « Bienvenue en France », cette année il y a eu 1 800 étudiants non européens néo-entrants, il sera donc possible de tous les exonérer mais ce ne sera pas le cas pour la deuxième année ce qui a été refusé par le conseil académique. Le conseil académique a validé le scénario 2 sur les trois scenarii proposés qui revient à exonérer tous les étudiants en master, les étudiants en second cycle de santé et les étudiants en diplôme d’ingénierie. Par conséquent un étudiant non européen pourra être exonéré durant tout son cursus (2 ans pour le master, 3 ans pour le second cycle de santé), ce qui représente 2 200 étudiants. Il reste donc 1 000 exonérations disponibles pour les étudiants arrivant en niveau L, dont une demande individuelle d’exonération sur critère social pourra être faite pour une année. Les étudiants ne pourront être exonérés que pour la durée du diplôme (3 exonérations en niveau L), afin de pouvoir maintenir le tour de rôle.

Le 10 mai est la date butoir pour que l’université informe les étudiants arrivant en niveau L, des modalités d’exonération. Pour les étudiants en master, l’échéance est fixée au 6 juillet.

**Débat:**

Moulay-Driss BENCHIBOUN (Sunir) souhaite avoir la confirmation qu’un étudiant inscrit cette année en première année de licence, ne paiera pas les frais d’inscription pour l’année 2019-2020. Si c’est le cas, il souhaite savoir si l’exonération est valable jusqu’à la fin du cursus ou jusqu’à la fin des études.

François-Olivier SEYS (Vice-président relations internationales) explique que le décret précise que l’étudiant même s’il est inscrit dans une autre université est exonéré jusqu’à la fin de ses études en France.

Léo PETIT (Sud-solidaires & assos) affirme ne pas comprendre que soit acceptée une différence de traitement entre un étudiant qui est présent en France et un étudiant néo-entrant. Il souhaite savoir quel statut est attribué aux étudiants en situation d’exil non reconnu, du fait qu’ils résident déjà en France. Il explique avoir compris qu’un étudiant étranger exonéré, n’a plus le droit à un redoublement ou à une réorientation. De plus si un étudiant désire être exonéré des frais d’inscription sur critères sociaux, il doit attendre son arrivée en France et demander une exonération à l’université, cependant cet étudiant ne peut pas avancer les frais d’inscription.

François-Olivier SEYS (Vice-président relations internationales) explique que les étudiants en situation d’exil qui sont inscrits à l’université sont exonérés, la question de leur statut est différente. Pour ce qui est du droit au redoublement, c’est aussi une question de tour de rôle car il convient de se demander s’il faut exonérer tous les étudiants ou toujours les mêmes étudiants. Concernant l’exonération sur critères sociaux, les étudiants étrangers devront faire une demande auprès de la commission d’exonération qui se réunira rapidement en septembre. Il précise qu’il ne peut pas pouvoir légalement exonérer un étudiant qui n’est pas encore en France.

Marion MAUCHAUSSEE (Inter’asso) souhaite savoir si les 69 000 étudiants comprennent les étudiants en formation continue et en formation initiale.

François-Olivier SEYS (Vice-président relations internationales) répond que dans les 10% d’exonérations l’université est obligée d’ôter les étudiants boursiers sur critères sociaux, les étudiants en formation continue ou alternance, en formation à distance ou en délocalisation et les doctorants. Le nombre d’étudiants exonérables est de 42 000, toutefois il faut être prudent car ce sont les chiffres pour l’année universitaire 2018-2019 donc ce résultat ne sera pas applicable pour l’année 2019-2020.
Marion MAUCHAUSSÉE (Inter’asso) demande s’il est possible de procéder à l’exonération en avance.

François-Olivier SEYS (Vice-président relations internationales) répond que cela a été réfléchi pour l’exonération sur critère social, toutefois il est compliqué de comparer le niveau de vie de deux étudiants de nationalité différente.

Marion MAUCHAUSSÉE (Inter’asso) précise sa question en demandant s’il n’est pas possible de dire à un étudiant étranger de ne pas avancer les frais d’inscription et attendre la commission d’exonération.

François-Olivier SEYS (Vice-président relations internationales) pense qu’il n’est pas autorisé légalement, car l’étudiant doit être inscrit pour passer devant la commission d’exonération.

Marion MAUCHAUSSÉE (Inter’asso) complète ses propos en déclarant que l’étudiant peut être inscrit sans pour autant payer immédiatement les frais d’inscription.

François-Olivier SEYS (Vice-président relations internationales) affirme s’être engagé devant le conseil académique de simplifier les dossiers de demande d’exonération avec des modalités d’application qui seront le plus rapide possible.

Lynne FRANJIE (Vice-présidente formation) ajoute que le principe d’exonération se fait sur l’étude d’une situation individuelle qui n’est pas remis en cause sur la question d’exonération sur critères sociaux.

Wasiim GULABKHAN (Active ta FAC) souhaite savoir si cette politique d’exonération est sur le court, moyen ou long terme. Il explique qu’une précarité étudiante est présente au sein de l’université, en conséquence il demande si ce dispositif ne va pas contribuer à la hausse de cette précarité et si l’Université de Lille a anticipé cette précarité au niveau du FSDIE social par l’attribution d’une enveloppe plus conséquente de la part de l’université.

François-Olivier SEYS (Vice-président relations internationales) répond que cette politique d’exonération est tenable sur le long terme, il convient de faire évoluer cette politique par le biais de partenariat stratégique. En ce qui concerne la deuxième question, il déclare avoir rencontré le directeur du Crous au sujet de ce dossier car la question du logement se pose également. Il explique avoir rencontré toutes les associations nationales d’étudiants étrangers qui demandent à être aidées sur le logement et être accompagnées sur la remédiation. La vraie question aujourd’hui est de permettre à un étudiant de bon niveau et travailleur mais qui est « pauvre », de poursuivre des études à l’Université de Lille.

Moulay-Driiss BENCHIBOUM (SUniR) demande si l’exonération basée sur les critères sociaux et le mérite concerne seulement la licence. Il ajoute qu’il convient d’avoir des moyens financiers pour obtenir un visa, donc un étudiant arrivé en France a des moyens financiers. Il souhaite donc connaître l’application des critères sociaux pour cette exonération. Concernant l’exonération sur le mérite, les étudiants sont acceptés à l’université donc le mérite est existant.

François-Olivier SEYS (Vice-président relations internationales) répond que l’exonération est automatique pour les masters et se fera sur critères sociaux pour les licences. Pour l’exonération sur le mérite, une lettre d’acceptation en première ou deuxième année de master vaudra une exonération automatique. Sur le critère social, la commission d’exonération a exonéré tous les étudiants ayant moins de 10 500 euros de revenus annuels, c’est ce barème qui sera utilisé.

Jarod MERCIER (UNEF) a l’impression que les propos de Léo PETIT n’ont pas été compris, car la somme de 2 700 euros est perçue différemment selon que l’étudiant soit français ou étranger car cela peut représenter plusieurs années de revenus. Expliquer à un étudiant étranger de venir en France et qu’il peut être exonéré, signifie ne pas venir à l’université. De plus il demande comment sera mesuré le mérite, pour pouvoir exonérer des étudiants.

François-Olivier SEYS (Vice-président relations internationales) explique que la recherche pour l’université est fondamentale, par conséquent tous les étudiants acceptés à second cycle seront exonérés. Pour les étudiants en licence, seul le critère social est appliqué pour l’exonération comme
cela est écrit dans le texte. Il termine ses propos en déclarant que les étudiants étrangers qui viennent en France, ne sont pas tous « pauvres ».

Léo PETIT (Sud-solidaires & assos) explique que les étudiants étrangers ne pourront pas bénéficier d’une exonération en cas de réorientation, toutefois il demande si ces étudiants pourront obtenir une exonération en cas d’acceptation dans un second master. Il ajoute de plus que les chiffres sont biaisés car parmi les 2 200 étudiants non européens il y a des étudiants qui se sont réorientés ou ont redoublé leur année de master.

François-Olivier SEYS (Vice-président relations internationales) répond que le texte explique que le nombre d’exonérations basées sur le mérite est au maximum du nombre d’inscription dans le diplôme existant et un étudiant qui souhaite se réorienter pourra être exonéré sur le critère social. Les étudiants qui souhaitent s’inscrire à l’Université de Lille savent qu’ils seront exonérés pour un master et non pas pour deux. L’année universitaire 2019-2020 est une période de transition, ce qui permet à tous les étudiants qui souhaitent se réorienter d’être exonérés partiellement des frais d’inscription.

Etienne FARVAQUE (Synergies) déclare que l’université doit être prudente et ne pas s’engager sur le long terme, car toutes les universités françaises n’appliquent pas la même politique d’exonération. Si l’Université de Lille a une politique d’exonération plus généreuse, il se peut que le nombre d’étudiants étrangers augmente.

Le Président affirme que ce système est le plus pérenne.

François-Olivier SEYS (Vice-président relations internationales) assure que cette politique d’exonération permet d’indiquer à l’étudiant s’il devra payer ou non les frais d’inscription.

Sophie TISON (Synergies) remarque que pour l’année prochaine, le nombre d’exonérations disponibles pour les étudiants étrangers en licence pourrait être « temporairement » plus grand puisqu’en master seuls les néo-entrants doivent être exonérés. Elle ajoute que les collègues doivent être responsabilisés afin qu’ils étudient de façon plus sérieuse les entrées en première année de master, pour ne pas mettre les étudiants en difficulté.

François-Olivier SEYS (Vice-président des relations internationales) répond que dans le projet de guichet unique, il y a la dimension de meilleur accompagnement des étudiants où l’université a répondu à trois appels à projet du Quai d’Orsay pour mieux financer le français et les langues étrangères ainsi que les formations en langue anglaise. De plus, des projets ont été déposés sur l’Afrique pour bénéficier de financements permettant de faire venir des étudiants africains et développer des partenariats avec des universités africaines car les double diplômes bénéficient d’une exonération.

Augustin CLERGERIE (Vice-président étudiant) explique que l’article 17 du décret se réfère au code de l’éducation qui parle d’usagers et non pas de la formation initiale. Il demande pourquoi le calcul est basé sur le nombre d’étudiants en formation initiale, car il aurait été possible d’exonérer 6 000 étudiants.

François-Olivier SEYS (Vice-président relations internationales) répond que le Ministère demande de calculer le nombre d’exonérations sur le nombre d’étudiants en formation initiale. Concernant la licence, il y a des formations qui sont en forte tension et une étude démontre que plus la durée d’expatriation est longue plus le pourcentage de retour dans le pays d’origine est faible. Par conséquent, dire aux étudiants étrangers de venir en master pour acquérir des compétences qu’ils pourront utiliser dans leur pays d’origine, est un message de développement.

Moulay-Driss BENCHIBOUN (SUinIR) demande si les étudiants en formation continue bénéficient d’une exonération. Si c’est le cas, alors le nombre d’étudiants exonérables est plus élevé que 42 000 et par conséquent les 10% que l’université a le droit d’exonérer est supérieur à 4200. Il souhaite connaître la base de calcul des 10% et la politique d’exonération que l’université souhaite appliquer.

François-Olivier SEYS (Vice-président des relations internationales) répond que la politique d’exonération de l’université voté par le conseil académique est d’exonérer tous les étudiants de master pour la durée du diplôme.
Léo PETIT (Sud-solidaire & assos) ajoute que le vote se fait sur un texte biaisé du fait que des chiffres ne sont pas précis.

Le Président affirme qu'il s'agit de voter non pas sur des chiffres mais sur une stratégie.

Le Président soumet le programme « Bienvenue en France » et la politique d'exonération des frais de scolarités différenciés à l'Université de Lille à l'approbation du conseil.

(délibération n°CA-2019-053)

Résultat des votes : approbation
Nombre de votants : 33
Pour : 27
Contre : 6
Abstention : 0

5.3. Présentation de la politique Vie de campus

Présentation :

Sandrine ROUSSEAU (Vice-présidente vie de campus et vie étudiante) explique que les objectifs de la politique suivie sont nombreux avec notamment la volonté de renforcer l'activité associative, innover dans l'accompagnement des étudiants ou encore développer le sentiment d'appartenance.

Des moments forts ont été mis en place parmi lesquels on trouve les Journées d'intégrations et de vie étudiante (JIVE), la semaine d'égalité ou encore la Summer Break qui est une fête pour la fin des cours. Des Bureaux Vie Étudiante et Handicap (BVEH) sont présents sur tous les campus, sauf sur le campus de Roubaix dont le train d'être rénové, afin de permettre un meilleur accompagnement des associations. La politique Vie de campus a également mis en place des innovations importantes dont les kits de protections hygiéniques et des prêts de vélos en location gratuite.

La politique Vie de campus souhaite installer une application pour l'année prochaine, qui permettra d'avoir à sa disposition des informations sur la scolarité, un plan des différents campus de l'université ainsi qu'un accès aux services de la vie étudiante.

Concernant la vie de campus, Sandrine ROUSSEAU énonce que l'Université de Lille dispose de cinq campus (Pont de bois, Cité Scientifique, Moulin-Ronchin, Santé, Roubaix-Tourcoing) qui sont des lieux de vie et d'expérimentation dont cet usage doit être pérennisé.

L'objectif est de faire de ces campus, des lieux innovants et d'améliorer la qualité de vie, où il est envisagé de sortir du carbone et de développer la qualité paysagère de ces campus. Pour développer ces objectifs, des moyens sont donnés comme le développement des mobilités douces où l'Université de Lille est la première université à avoir mis en place une indemnité kilométrique vélo, ou encore le développement de pistes cyclables. La maîtrise des consommations énergétiques sera effective avec la mise en place d'un schéma directeur de l'énergie, et la compensation carbone des déplacements en avion peut permettre également de dégager un budget favorisant les plantations sur nos campus. La réduction des déchets passe par un tri de ces déchets sur les sites pilotes.

Le mois du personnel, prévu au mois de juin, sera l'occasion d'effectuer différents événements pour remercier les personnels universitaires : retraites, journée du sport, palmes académiques.

Pour ce qui est de l'égalité Femmes-Hommes, une différence est encore à déplorer entre les hommes et les femmes. Une majorité de femmes est présente en catégorie C, leur importance décroît en fonction de l'évolution hiérarchique. L'objectif est donc de faire évoluer l'égalité entre les femmes et les hommes dans les faits par le biais de la Charte égalité Femmes-Hommes qui va être présentée de nouveau au CHSCT, la création d'événement comme l'Université avec un Grand Elles. Au sein de l'université aucun amphithéâtre ne porte le nom d'une femme, l'idée est donc de faire ressortir ces femmes afin de leur rendre hommage.

Pour terminer son intervention, Sandrine ROUSSEAU explique que des structures ont été mises en place notamment des cellules de lutte et de veille contre le harcèlement.
Débat :

Etienne FARVAQUE (SynergieS) affirme que l’intégration de noms de femmes aux amphithéâtres peut être bénéfique, mais il convient de faire attention à ne pas tomber dans le sens inverse, et à réécrire l’histoire. Pour le mois du personnel, il se demande si le mois de juin est le plus approprié. Concernant le développement durable, il souhaite également savoir si des appels d’offres ont été lancés auprès des traiteurs afin de supprimer le plastique.

Sandrine ROUSSEAU (Vice-présidente vie de campus et vie étudiante) répond qu’il y a des amphithéâtres qui ne portent pas de nom, par conséquent il est possible de mettre des noms de femme. Concernant le mois du personnel, aucun mois n’est favorable mais le mois de juin solde une année universitaire.

Jérôme FONCEL (SUinR) explique avoir des difficultés avec les mesures uniformes (notamment celles sur les kits de protections hygiéniques) qui concernent les étudiants qui ont ou non des moyens. Il déclare être partisan pour un objectif d’efficacité concernant l’égalité femme-homme ou encore pour l’écologie. Il demande si des visées stratégiques ont été pensées notamment pour celle de l’égalité femme-homme. Pour ce qui est du développement durable, neuf universités françaises font partie d’un classement sur le développement mais l’Université de Lille n’est pas présente et demande si c’est un objectif de l’université.

Sandrine ROUSSEAU (Vice-présidente vie de campus et vie étudiante) explique avoir eu connaissance de l’enquête tardivement, et qu’il est prévu d’y répondre l’année prochaine. Pour les kits de protections hygiéniques, cela a suscité de nombreuses réactions sur le fait que ces kits n’étaient pas destinés uniquement aux étudiantes boursières. Elle justifie cette décision par le fait qu’il s’agit d’un bien de nécessité, mais n’est pas satisfaite sur la manière de distribution de ces kits.

Georgette DAL (Vice-présidente ressources humaines, politique sociale et amélioration continue) ajoute que pour le développement durable, des stratégies d’achats responsables sont prévues.

Sandrine ROUSSEAU (Vice-présidente vie de campus et vie étudiante) complète les propos de Georgette DAL en expliquant que tous les marchés publics et les conditions de marchés sont en révision.

Léo PETIT (Sud-solidaires & assos) tient à remercier Sandrine ROUSSEAU de la part du syndicat Sud-solidaires & assos, et explique que l’aide du syndicat lui est acquise. Il souhaite revenir sur les propos de Monsieur FONCEL sur le fait que les kits de protections hygiéniques ne soient pas donnés uniquement aux personnes boursières, et énonce que les médicaments remboursés par la sécurité sociale ne le sont pas en fonction des revenus.

Patricia MELNYK (SynergieS) explique que dans l’ancienne université de Lille 2, une procédure de labellisation européenne HRS4R était lancée où un versant égalité homme-femme pourrait aider l’Université de Lille. Concernant la compensation carbone des billets d’avion, elle constate que le surcoût des billets, imposé par les agences titulaires des marchés publics, pourrait sans souci financer la plantation d’arbres.

5.4. Bilan des subventions d’aide aux projets présentés en commission FSDIE 2018

Présentation :

Augustin CLERGERIE (Vice-président Etudiants) rappelle que la commission Fonds de Solidarité et de Développement des Initiatives Etudiantes (FSDIE) est une commission émanant de la Commission de la Formation et de la Vie Universitaire (CFVU) qui valide les décisions. Cette commission conseille les instances ainsi que le Président de l’université quant à l’utilisation de ce fonds.

En 2018 le mode de financement évolue avec l’intégration de la Contribution Vie Etudiante et de Campus (CVEC) qui est délivrée au mois de janvier et non plus en septembre. Le financement est passé de 16,50 euros par étudiant non boursier à 14 euros par étudiant boursier ou non.
Suite à la fusion, un nouveau règlement intérieur de la commission de la FSDIE a été mis en place disposant que celle-ci est présidée par le Vice-président Etudiants avec une validation systématique en CFVU.

Le budget de la commission pour l’année 2018 était de 533 790,06 euros et en 2019 le budget serait de 928 823 euros. L’écart est justifié par le fait que le fonds est abondé par année civile et non universitaire.

Il informe que la commission FSDIE s’est tenue à sept reprises et a soutenu 122 projets. Il ajoute que le fonds a été utilisé à 56,5%, le fonctionnement de service est de 2,2% ce qui engendre un relai que de 41,3% qui s’explique par le fait que les commissions ont eu des difficultés à se réunir. Le relai de 154 224,70 euros a été utilisé pour élaborer des événements dont les réveillons solidaire

La commission FSDIE est elle-même composée de deux commissions :
- La commission d’agrément qui s’est tenue à huit reprises et a donné 61 agréments.
- La commission Aides sociales pilotée par Emmanuelle JOURDAN CHARTIER (Vice-présidente Université citoyenne et accompagnement des publics fragilisés) ainsi que des assistantes sociales et des élus étudiants. La commission a été réunie sept fois pendant l’année 2018 avec 170 étudiants aidés. Le budget initial était de 160 237,01 euros et le relai est de 70 923,63 euros qui a été utilisé pour des bons alimentaires valables dans les épiceries solidaire.

Débat :

Léo PETIT (sud-solidaires & assos) souhaite savoir si la commission FSDIE a un lien avec les commissions d’aides sociales du CROUS.

Augustin CLERGIER (Vice-président Etudiants) répond que le CROUS dispose d’un plus grand nombre de commissions d’aides sociales, mais ce sont les mêmes assistantes sociales qui siègent dans les deux commissions, la commission FSDIE travaille en collaboration avec le CROUS. L’université dispose d’un logiciel de suivi pour savoir si la commission a déjà attribué ou non des aides et ait tenue informer des difficultés au sein des résidences.

6. Délibérations relatives au fonctionnement de l’université

**Accord sur le dépôt de candidature de Parc d’Innovation Eurasciences auprès de la Région Hauts de France**

Présentation :

Christophe BOUTILLON présente le dépôt de candidature de Parc d’Innovation Eurasciences, en expliquant que ce parc fait l’objet d’une demande de labellisation auprès du Conseil Régional Hauts de France. L’université a pour ambition de transformer sa puissance scientifique et technologique en emplois et croissance d’entreprises.

Ce parc comprend deux activités : incubation (existe déjà) et accélération d’entreprise. La spécificité du parc est la présence d’entreprises High-tech en lien avec la recherche thématisée selon les trois axes suivants :
- Deep Tech
- Rev3 car l’Université de Lille est engagée avec la Chambre du Commerce et de l’Industrie et la Région Hauts de France.
- Chimie du futur

Le bilan de l’offre d’incubation est le suivant :
- 98 projets accueillis en incubation
- 60 start-ups créées
- 300 emplois générés avec cette activité

L’offre d’accélération, quant à elle, est de donner des moyens aux entreprises déjà existantes, d’augmenter leur chiffre d’affaire et/ou de s’internationaliser. Ce programme a une durée de 12 mois
et a pour but de permettre de bénéficier d’un coaching individuel et d’un accompagnement collectif. La spécificité de cette offre est la valeur ajoutée de ce parc, car il s’agit d’une offre supplémentaire à celle d’un tronc commun avec une accélération scientifique et technologique qui est sur-mesure et en lien direct avec les laboratoires de l’université et ses autres ressources.

L’ambition du parc est d’incuber 50 nouveaux projets, de contribuer à la création de trente start-ups supplémentaires et d’accueillir une cinquantaine d’entreprises sur une période de cinq ans.

La gouvernance est composée de la manière suivante :
- Comité de pilotage stratégique avec les financeurs
- Gouvernance opérationnelle avec trois composantes
- Comité de pilotage opérationnel
- Comité d’engagement de l’incubateur
- Comité d’entrée en accélération

Le Président ajoute qu’il s’agit d’un outil supplémentaire pour le développement de l’innovation de l’Université de Lille

Débat :

Léo Petit (Sud-solidaires & assos) informe que le syndicat votera contre le projet, car le problème n’est pas le dépôt de candidature mais le rapprochement avec les entreprises, qui met de ce fait l’université au service de celles-ci. Ceci revient à mettre le service public au service du secteur privé, ce qui n’est pas la vocation de l’université.

Le Président informe les élus du Conseil d’administration qu’à la demande de Monsieur LEBAS (Région Hauts de France), il ne prendra pas part au vote sur ce point.

Le Président soumet l’accord du dépôt de candidature de Parc d’Innovation Eurasciences auprès de la Région Hauts de France à l’approbation du conseil.

(délégation n°CA-2019-054)

Résultat des votes : approbation
Nombre de votants : 31
Pour : 28
Contre : 2
Abstention : 1

6.1. Points issus du Comité Technique du 1er avril 2019 :

6.1.1. Approbation de la modification de la liste des fonctions ouvrant droit à PCA – année universitaire 2017-2018

Présentation :

Georgette DAL (Vice-présidente ressources humaines, politique sociale et amélioration continue) explique qu’il est question d’un rattrapage pour l’année universitaire 2017-2018 pour des collègues ayant réalisé un nombre d’heures pour la réalisation de leurs activités.

Aucune remarque n’ayant été formulée, le Président soumet la modification de la liste des fonctions ouvrant droit à PCA – année universitaire 2017-2018 à l’approbation du conseil.

(délégation n°CA-2019-055)

Résultat des votes : approbation
Nombre de votants : 31
Pour : 30
Contre : 0
Abstention : 1
6.1.2. Approbation de la liste des fonctions ouvrant droit à PCA – année universitaire 2018-2019

Présentation :

Georgette DAL (Vice-présidente ressources humaines, politique sociale et amélioration continue) informe qu’il s’agit de la mise à jour d’un document voté lors du conseil d’administration du 5 avril 2018 concernant les Vice-présidents et chargés de mission, avec l’actualisation de la liste afin de pas être pris au dépourvu lors du paiement du fait qu’il y ait trois Vice-présidents en moins.
Le document faisait également la distinction entre la vice-présidence vie étudiante et la vice-présidence vie de campus qui sont aujourd’hui rassemblées en une seule vice-présidence. Toutefois la liste présentée n’est plus actuelle depuis le début de séance du conseil, suite au renouvellement du Bureau. En ce qui concerne les chargés de mission, des nouveaux chargés de mission ont été ajoutés mais une mission a été supprimée du fait qu’elle était liée au suivi de la construction de l’Institut Universitaire de Technologie C qui s’est achevée le 31 août 2018.
Elle informe que trois chargés de mission (interdisciplinarité, projet structurant en droit, économie et gestion ainsi que la transversalité) ne sont pas pourvus. Néanmoins la nouvelle mission de gestion des salles, correspond à la mise en place d’un logiciel de gestion des salles.
Dans la dernière partie du tableau concernant les directions de composantes, une nouvelle ligne apparaît pour prendre acte d’une reconnaissance des administrations provisoires des composantes en restructuration (50h PCA)

Débat :

Patricia MELNYK (SynergieS) souhaite savoir si la gestion des salles relève d’un chargé de mission.

Marie-Dominique SAVINA (Directrice générale des services adjointe) explique qu’il s’agit d’une réflexion sur l’harmonisation du logiciel de l’outil de l’ensemble des sites. La gestion des salles existe déjà sur les différents campus, et il est question également d’une réflexion pédagogique.

Lynne FRANJIE (Vice-présidente formation) précise que le chargé de mission est en lien avec le Vice-président patrimoine.

Etienne FARVAQUE (SynergieS) s’interroge sur le fait que le directeur de la station marine de Wimereux est toujours intégré dans le tableau. Il demande également si les administrations provisoires disposent d’un forfait et fait remarquer que les fonctions liées à la recherche ne sont pas apparentes.

Georgette DAL (Vice-présidente ressources humaines, politique sociale et amélioration continue) explique que pour ce qui est de l’intégration du directeur de la station marine de Wimereux, il s’agit d’une erreur car elle est intégrée au sein de la Faculté Sciences et Technologies. En ce qui concerne les administrations provisoires, la Prime de Charges Administratives (PCA) est forfaitaire. Pour ce qui est des fonctions de recherche, celles-ci ne sont pas concernées par les PCA.

Lynne FRANJIE (Vice-présidente formation) complète en déclarant que la rémunération de 96 heures pour le directeur de la station marine de Wimereux n’est pas remise en cause, il s’agit de savoir si c’est une PCA ou non.

Moulay-Driss BENCHIBOUN (SUniR) fait remarquer que les instituts et les écoles d’ingénieurs n’apparaissent pas dans les directions de composantes. Il ajoute que les directeurs des IUT ont une prime ministérielle mais que celle-ci n’est pas calculée en fonction du nombre d’étudiants.

Georgette DAL (Vice-présidente ressources humaines, politique sociale et amélioration continue) répond qu’une réunion aura lieu avec les directeurs des IUT pour fixer les primes de responsabilité.

Léo PETIT (Sud-solidaires & assos) souhaite savoir si le calcul se base sur des heures de travaux dirigés, car tous les vice-présidents ne font pas 224 heures de travaux dirigés. Il informe qu’il votera contre en raison des sommes conséquentes qui sont présentées.

Georgette DAL (Vice-présidente ressources humaines, politique sociale et amélioration continue) explique qu’un vice-président peut décider de disposer d’un service d’enseignement de
180 heures et de ce fait il a satisfait son obligation de service et prend sa vice-présidence sous la forme de prime. Il peut toutefois choisir de prendre une partie de cette enveloppe afin d’arriver aux 180 heures de service.

Wasimil GULABKHAN (Active ta FAC) ajoute qu’il manque dans le tableau, la case du Vice-président étudiants et trouve cela dommage qu’il ne soit pas intégré car celui-ci est très investi.

Marie-Dominique SAVINA (Directrice générale des services adjointe) précise qu’il est interdit d’intégrer le Vice-président étudiants dans la liste des fonctions ouvrant droit à une PCA.

Pierre-Marie ROBERT (Directeur général des services) ajoute qu’il est possible de donner du matériel comme un téléphone portable, mais pas de verser du numéraire.

Ludovic RODRIGUEZ (SUinR) souhaite connaître l’avancé de la cartographie des emplois des BIATSS.

Marie-Dominique SAVINA (Directrice générale des services adjointe) informe que la cartographie n’a pas encore été présentée au Comité Technique et des groupes de travail vont être sollicités.

(déliberation n°CA-2019-056)

Résultats des votes : approbation
Nombre de votants : 31
Pour : 29
Contre : 1
Abstention : 1

6.1.3. Approbation de la transposition du référentiel des équivalences horaires en PRP ou PCA pour les personnels hospitalo-universitaire – année universitaire 2018-2019

Présentation :

Georgette DAL (Vice-présidente ressources humaines, politique sociale et amélioration continue) explique qu’il est demandé au conseil d’administration d’accorder l’adaptation de ce versement au personnel hospitalo-universitaire, car il s’agit d’être opérationnel à la fin de l’année universitaire.

Marie-Dominique SAVINA (Directrice générale des services adjointe) ajoute qu’il s’agit d’une réglementation et que ces personnels ne peuvent pas avoir de décharge.

Pierre-Marie ROBERT (Directeur général des services) affirme que le personnel hospitalo-universitaire est un salarié de l’université.

(déliberation n°CA-2019-057)

Résultats des votes : approbation
Nombre de votants : 31
Pour : 29
Contre : 0
Abstention : 2
6.1.4. Approbation de la liste des Unités de Recherche associées aux composantes de l'Université de Lille (art.44 des statuts)

Présentation :

Marie-Dominique SAVINA (Directrice générale des services adjointe) informe qu'il est question de l'article 44 des statuts de l'Université de Lille où il convient d'annexer des laboratoires associés (association principale ou secondaire) à des unités de recherche associées aux composantes.

Pierre-Marie ROBERT (Directeur général des services) ajoute qu'il peut y avoir éventuellement une erreur sur l'unité 1167 prénommée « Facteurs de risque et déterminants moléculaires des maladies liées au vieillissement » qui ne doit pas être rattaché à la Faculté Sciences Juridiques Politique et Sociales à titre secondaire.

Débat :

Léo PETIT (Sud-solidaires & assos) demande si cette mise à jour des unités de recherche résulte des différents processus de fusion.

Pierre-Marie ROBERT (Directeur général des services) répond qu'il s'agit du dernier inventaire issu de l'évaluation du HCRERES.

Etienne FARVAQUE (Synergies) déclare que son laboratoire unité de recherche est souvent affecté comme secondaire y compris à la Faculté Sciences Economiques et Sociales. Par conséquent il interroge sur le fait de savoir s'il est possible de mettre plus d'une unité de recherche par composante.

Pierre-Marie ROBERT (Directeur général des service) demande à Etienne FARVAQUE de lui envoyer sa requête par mail.

Patricia MELNYK (Synergies) souhaite connaître les raisons de l’affectation à une composante particulière, puisque même les directeurs d’unités en sont parfois surpris.

Marie-Dominique SAVINA (Directrice générale des services adjointe) rappelle que l'article 44 des statuts exprime les termes « associations à une composante ».

Etienne FARVAQUE (Synergies) ajoute que le tableau est arrivé sans explication.

Marie-Dominique SAVINA (Directrice générale des services adjointe) précise que la présentation de ce tableau est purement formelle.

Le Président soumet la liste des Unités de Recherche associées aux composantes de l’Université de Lille à l’approbation du conseil. (délibération n°CA-2019-058)

Résultat des votes : approbation
Nombre de votants : 31
Pour : 28
Contre : 0
Abstention : 3
6.2. Approbation de tarifications :

6.2.1. Des prestations protocole de la Faculté de Pharmacie

<table>
<thead>
<tr>
<th>Temps</th>
<th>Description</th>
<th>Tarif TTC</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>8h-10h</td>
<td>Café, thé, jus d'orange</td>
<td>1 €/personne</td>
</tr>
<tr>
<td>10h-12h</td>
<td>Café, thé, petits gâteaux</td>
<td>1 €/personne</td>
</tr>
<tr>
<td>13h-15h</td>
<td>Café, thé, chocolat</td>
<td>1 €/personne</td>
</tr>
<tr>
<td>15h-17h</td>
<td>Eau, eau pétillante, sofs</td>
<td>1 €/personne</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Aucune remarque n’ayant été formulée, le Président soumet les prestations protocole de la Faculté de Pharmacie à l’approbation du conseil.  
(délégation n°CA-2019-059)

Résultat des votes : approbation
Nombre de votants : 31
Pour : 30
Contre : 0
Abstention : 1

6.3. Approbation des demandes de subventions

6.3.1. Associations « BDE-FFBC » et « ADELI » de la Faculté FFBC-IMMD

Aucune remarque n’ayant été formulée, le Président soumet la demande de subvention de l’association « BDE-FFBC », d’un montant de 3 750 euros, de la Faculté FFBC-IMMD à l’approbation du conseil.  
(délégation n°CA-2019-060)

Résultat des votes : approbation
Nombre de votants : 31
Pour : 28
Contre : 3
Abstention : 0

Aucune remarque n’ayant été formulée le Président soumet la demande de subvention de l’association « ADELI », d’un montant de 4 300 euros, de la Faculté FFBC-IMMD à l’approbation du conseil.  
(délégation n°CA-2019-061)

Résultat des votes : approbation
Nombre de votants : 31
Pour : 28
Contre : 3
Abstention : 0

Aucune remarque n’ayant été formulée, le Président soumet la demande de subvention de l’association « ACEML – Hôpital des Nounours », d’un montant de 2 771,46 euros, de la Faculté de Médecine à l’approbation du conseil.
(délégation n°CA-2019-062)

Résultat des votes : approbation
Nombre de votants : 31
Pour : 28
Contre : 3
Abstention : 0

(délégation n°CA-2019-063)

Résultat des votes : approbation
Nombre de votants : 31
Pour : 28
Contre : 3
Abstention : 0

6.3.3. Association « Ulysse » du CLIL Pôle DEFI

Aucune remarque n’ayant été formulée, le Président soumet les demandes de subventions de l’Association « Ulysse », d’un montant de 4 600 euros, du CLIL Pôle DEFI à l’approbation du conseil.
(délégation n°CA-2019-064)

Résultat des votes : approbation à l’unanimité
Nombre de votants : 31

6.4. Points issus de la Commission Recherche du 28 mars 2019

6.4.1. Subventions Région

Le Président informe les élus du conseil d’administration, qu’à la demande Monsieur LEBAS (Région Hauts de France, il ne prendra pas part au vote sur ce point.

MEL – AAP Accueil de Talents
Projet : MONET – Recherche et caractérisation systématique des interactions oncogéniques du virus à cellules de Merkel/ Merkel Cell Polyomavirus Oncogénic NETwork
Responsable scientifique : Michel Salzet
Laboratoire : PRISM
Subvention régionale demandée pour ULiLe : 0,00€

AAP StarAIRR
Projet : Engineered System to treat Cancer tumours Using Long distance Actuation to Pilot Exosomes (ESCUAPE).
Responsable scientifique : Michel Salzet
Laboratoire : PRISM
Subventions régionale demandée pour ULiLe : 100 000,00€

Dispositif STIMuLE – Volet Exploratoire
Projet : Pollinisation animale en milieu anthropisé : conséquences démographiques et évolutives sur une espèce de plante à fleurs – CoDerEV.
Responsable scientifique : Isabelle De Cauwer
Laboratoire : EEP
Subvention régionale demandée pour ULiLe : 40 000,00€
Dispositif STIMule – Volet Exploratoire
Projet : Ciblage thérapeutique de l’ARN non codant polycistronique miR-17-92 dans les cancers broncho-pulmonaires.
Responsable scientifique : Nicolas Pottier
Laboratoire : IMPECS
Subvention régionale demandée pour ULille : 56 050,00€

Dispositif StartAIR
Projet : Amélioration de la sécrétion d’insuline par des peptides de Dermaseptine B2 et ses analogues et de nanoparticles d’alginate, pour le développement de nouveaux médicaments du diabète.
Responsable scientifique : Amar Abderrahmani
Laboratoire : IEMN
Subvention régionale demandée pour ULille : 0,00€

**Le Président soumet les demandes de subventions Région à l’approbation du conseil.** (délibération n°CA-2019-065)

Résultat des votes : approbation
Nombre de votants : 31
Pour : 30
Contre : 0
Abstention : 1

**6.5. Points issus de la Commission de la Formation et de la Vie Universitaire du 4 avril 2019**

**6.5.1. Calendrier universitaire 2019-2020 des Campus Pont de bois et Cité scientifique**

Aucune remarque n’ayant été formulée, le Président soumet le calendrier universitaire 2018-2019 (modification) du Campus Pont de bois à l’approbation du conseil. (délibération n°CA-2019-066)

Résultat des votes : approbation à l’unanimité
Nombre de votants : 31


Résultat des votes : approbation à l’unanimité
Nombre de votants : 31

**7. Questions diverses**

**7.1. Désignation des représentants usagers au Conseil documentaire**

Aucune candidature n’ayant été déposée, ce point est reporté au prochain conseil d’administration.

Les points inscrits à l’ordre du jour étant épuisés, la séance est levée à 19h00.

La prochaine séance du conseil d’administration se tiendra le jeudi 16 mai 2019.

La Directrice générale des services adjointe

Le Président

Marie-Dominique SAVINA

Jean-Christophe CAMART

Direction des Affaires Juridiques et Institutionnelles
Service Affaires Institutionnelles – Bureau gestion des instances et des élections
42 rue Paul Duez – 59 000 LILLE
T. +33 (0)3 62 26 92 05 – T. +33 (0)3 62 26 92 08 – T. +33 (0)3 62 26 92 04
affaires-institutionnelles@univ-lille.fr / www.univ-lille.fr